

Extraits des propos de M. Jacques Chirac, Président de la République, lors de la conférence de presse conjointe avec MM. Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, de Ricardo Lagos Escobar, Président de la République du Chili et de José Luis Rodriguez Zapatero, Président du gouvernement du Royaume d'Espagne, sur les nouveaux moyens mis en oeuvre pour l'aide au développement et sur le sort des otages en Irak, à New York le 20 septembre 2004.

LE PRESIDENT - Je voudrais surtout remercier le Président Lula qui a su créer un mouvement, à mon avis sans précédent, sur la base des propositions qui ont été faites. Le texte très clair de la délibération adopté a déjà été signé par cent dix pays.

C'est une chose tout à fait exceptionnelle ce qui montre que maintenant ce problème de la lutte contre la pauvreté par des moyens qui s'ajoutent aux moyens traditionnels de l'Aide publique au développement est incontournable, car on ne peut pas s'opposer à un mouvement aussi important de l'opinion publique internationale manifesté par un aussi grand nombre de responsables politiques de cette communauté.

J'ajoute que, s'exprimant par la bouche de leurs plus hauts responsables, les institutions financières internationales, du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, ont très clairement indiqué que les propositions faites par notre déclaration étaient techniquement réalisables et politiquement souhaitables.

Je pense donc que l'on est entré aujourd'hui dans une phase nouvelle de l'affirmation de la solidarité internationale et de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Je m'en réjouis. Merci.

QUESTION - (à) Monsieur le Président, vous avez dit que votre gouvernement saluerait un changement de la politique américaine vers le multilatéralisme. Cela a été interprété, ici, comme étant un soutien au candidat KERRY. Si cela est le cas, pourquoi est-ce que vous n'enverriez pas des troupes françaises en Irak, en décembre, en janvier, pour dire aux Américains qu'il y a la possibilité de trouver plus de soutien au monde ?

(...)

LE PRESIDENT - Ce qu'a dit le Président LULA était très intéressant. Je suis tout à fait persuadé que l'éminent journaliste qui a posé la question connaissait parfaitement la réponse et qu'il a simplement voulu nous agacer un peu. Cela fait partie des charmes de ce métier.

Alors, l'éminent journaliste m'a posé également une question que je n'ai pas très bien comprise. Je ne ferai pas de long développement. Je dirai simplement que la politique française à l'égard de l'Irak n'a pas changé et ne changera pas.

Et deuxièmement, puisque le nom d'un candidat aux États-Unis a été prononcé, je dirai simplement que je ne fais pas d'ingérence dans les affaires intérieures des États-Unis.

QUESTION - C'est une question pour le Président CHIRAC qui suit un peu celle de mon confrère brésilien. Monsieur le Président, vous avez demandé à Tony BLAIR d'inscrire à l'ordre du jour du G8, en juillet, la question dont vous avez débattu aujourd'hui. On sait que les Américains sont totalement opposés à toute taxation. Qu'est-ce que vous allez utiliser comme argument pour les convaincre, on sait notamment que George BUSH est totalement opposé à toute taxation ?

LE PRESIDENT - D'abord il n'y a pas que la taxation qui a été envisagée comme moyen. Mais pour ce qui me concerne, je considère que la taxation est une nécessité. Ensuite, il faut examiner, en détail, techniquement ce que l'on taxe. Alors, vous me dites que le Président américain est opposé à la taxation. Je le sais, mais je vous dirais que nous sommes en pleine campagne électorale et comme l'évoquait tout à l'heure, à juste titre, le Président LULA, attendons un peu que les choses se décantent et que les positions soient définitivement prises.

Dernier point, si forts que soient les Américains, on ne s'oppose pas durablement et victorieusement à une position qui a déjà été approuvée par cent dix pays, qui sera probablement approuvée par cent cinquante pays, qui crée une vraie situation politique sur ce plan. On ne s'oppose pas durablement et victorieusement à un tel mouvement.

Donc, on parlera avec les Américains pour voir dans quelles conditions on peut effectivement mettre en oeuvre des techniques permettant de trouver, de mobiliser les ressources indispensables qui, s'ajoutant à l'Aide publique au développement de nature budgétaire, permettront d'atteindre les objectifs définis pour le Millénaire.

QUESTION - Au moment où vous étiez en séance, les télévisions ici ont diffusé les images d'un civil américain qui a été décapité, qui était pris en otage depuis jeudi dernier. Je voulais juste avoir, connaître votre réaction à ce sujet, du fait que deux de nos compatriotes sont également tenus en otage en Iraq ?

LE PRESIDENT -

La réaction est celle de tout un chacun, que tout homme, femme, digne de ce nom. C'est-à-dire une réaction d'horreur et d'incompréhension.

Bien entendu, je pense aux deux otages français et à leur compagnon syrien, deux hommes qui ne faisaient que leur métier et qui, à ce titre, ne portaient ombrage à personne, ne faisaient de tort à personne. Comme vous le savez, les autorités françaises se sont naturellement mobilisées, pour obtenir leur retour. Je ne ferai naturellement pas sur ce point de commentaire et je fais à nouveau un appel solennel à la justice et à l'humanité pour ce que ces deux journalistes et leur compagnon soient rendus à la liberté.